

DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A L'ETRANGER REGROUPES AU SEIN DE L'ADC-IKIBIRI

1. Nous, membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, lançons un nouveau cri d'alarme pour le processus de Paix et de Réconciliation gravement menacé au Burundi. Nous faisons appel à l'intervention de la Communauté Burundaise toute entière et de la Communauté Internationale dans la crise actuelle politique, sécuritaire, sociale et économique sans précédent.
2. Notre Coalition ADC-Ikibiri, une organisation politique légale et pacifique, va plus loin que le seul objectif du règlement du contentieux électoral de 2010. En effet, elle a une vision à moyen et à long terme pour le pays qui se traduit par un combat politique axé principalement sur le déracinement des principales tares actuelles observées chez le pouvoir en place. L'ADC-Ikibiri a opté pour une voie politique, démocratique et pacifique et n'est pas prête à faire la guerre.
3. Malgré les efforts des partenaires politiques et civils, nationaux et internationaux, le pouvoir en place a réfuté toutes les propositions pertinentes quant au dialogue initié par notre coalition et soutenues par ces partenaires du Burundi qui contribuent au programme de consolidation de la paix dans notre pays. Au contraire, le gouvernement menace de poursuivre même à l'étranger les politiciens regroupés au sein de l'ADC-Ikibiri qui dénoncent sans cesse les bavures du parti au pouvoir.
4. Le régime en place chante la démocratie mais dans les faits empêche les partis politiques de fonctionner, élabore et met en application les plans de division des partis politiques par la création des ailes et les cas les plus récents sont la création du FNL-Miburo et UPD-Zigamibanga de Zedi Feruzi, forcer les leaders des partis politiques à l'exil. C'est le cas de Agathon Rwasa, Président du FNL, Léonard Nyangoma, Président du CNDD, Alice Nzomukunda, Présidente de l'ADR, Alexis Sinduhije, Président du MSD, Anicet Niyonkuru, Président du CDP, Pascaline Kampayano, ex candidate de l'UPD-Zigamibanga aux présidentielles et autres cadres politiques des partis membres de l'ADC-IKIBIRI.
5. Nous vivons actuellement une situation implosive au Burundi ponctuée par l'insécurité grandissante et la corruption généralisée. Le rouleau compresseur sur l'opposition continue à fonctionner et devient un mode de gouvernance du pouvoir actuel. Des arrestations arbitraires des membres de l'opposition en général et en particulier du FNL s'observent quotidiennement, les leaders de l'opposition ont été poussés à l'exil, des assassinats ciblés des membres du FNL et de l'UPD, des emprisonnements et des menaces de mort des membres de la société civile sont monnaie courante.
6. La corruption généralisée, les malversations économiques et le détournement des fonds publics, le manque de transparence et l'opacité dans la gestion de l'Etat, violations massives des droits de l'homme, les crimes de sang s'avèrent être aujourd'hui les principaux exemples de la mauvaise gouvernance qui a atteint son paroxysme au Burundi. La situation est d'autant plus inquiétante aux yeux des Burundais, amis du Burundi et les bailleurs de fonds que ces mauvaises pratiques de gestion opaque ont tendance à s'institutionnaliser. Les cas de corruption continuent à frayer la chronique, citons notamment la vente illicite du jet présidentiel –le Falcon 50- de façon mafieuse, sans respect d'aucune procédure légale, les cahiers ougandais, le dossier des plaques d'immatriculation, INTERPETROL, les haricots de la police burundaise, le sucre de SOSUMO, la route RUMONGE, le café burundais, le

Pétrole nigérian , les 37 milliards de fbu cédés gratuitement au Congo et au Rwanda , le matériel défectueux au ministère de la défense et dernièrement le scandale mafieux des 650milliards de fbu (600 millions de dollar) pour l'achat du matériel de communication à la société américaine AEE dénoncé par l'ONG anticorruption OLUCOME.

7. Pour citer un cas d'actualité de malversation économique, nous apprenons ce 02 juin 11, l'arrivée en Belgique de l'épouse du Président Nkurunziza Pierre avec la chorale présidentielle Alléluia Dukomeze Gusenga et une forte délégation l'accompagnant. La mission de la première dame du pays est officiellement celle de l'organisation de prières à Bruxelles à SHERATON, un hôtel des hôtels les plus chers de la capitale européenne. Nous ne sommes pas contre les prières, mais dans la constitution du Burundi il est stipulé que le Burundi est un pays laïc. Sur ce, il est inconcevable que toutes ses activités de prières soient supervisées et organisées par les services de l'ambassade du Burundi à Bruxelles aux frais de l'Etat et au moment où le pays est classé parmi les premiers pays les plus pauvres de la planète. De plus, le pays ajuste son budget par des aides extérieures : plus de 50%, il est incompréhensible que des sommes colossales soient débloquées par l'Etat pour un tel déplacement et une telle délégation pour une mission à caractère confessionnel et donc privée.
8. Pour les moments qui courent, nous demandons plutôt à madame l'épouse du Président de la République de faire un petit recul et se souvenir qu'elle a aussi connu des déplacements difficiles pour aller voir son mari dans le maquis pendant la rébellion du CNDD-FDD et sur ce, de plaider pour que le régime en place ne continue pas à proférer des menaces de mort à la famille du Député Nzobonimpa Manassé en l'occurrence son épouse. Une action de réconfort serait aussi de venir au secours à Esperance Ntakarutimana, mère de Wilson Ndayishimiye, un garçon de 4ans que les Imbonerakure de Ruziba , miliciens du parti au pouvoir, viennent d'assassiner sauvagement : actuellement elle est objet de menace par les autorités locales administratives et policières.
9. Jour par jour, le gouvernement du Burundi ne cesse de freiner l'épanouissement de son peuple par des actions impopulaires : la hausse vertigineuse des prix des denrées de première nécessité(les produits pétroliers et de la brasserie, l'eau et l'électricité, des documents de voyage dont le passeport) , le redéploiement des enseignants et du personnel soignant, l'octroi de l'emploi uniquement aux membres du CNDD-FDD et à ses acolytes, une autre forme de chasse des opposants politiques, les engagements et les promesses non tenus suivis par la revendications légitimes des syndicats est une résultante de ce pilotage à vue des destinés du pays.

La situation sécuritaire actuelle dépasse la limite du tolérable. Nous apprenons des assassinats emportant des familles entières, des passants, dans des buvettes, sur les champs de culture... Le pouvoir en place continue à minimiser cette situation hors du commun en se contentant de faire des représailles, à procéder à des exécutions sommaires sur le champs ou dans des cachots, à alimenter l'opinion qu'il s'agit des bandits en déroute ou des fous, à semer les divisions au sein de la population et à institutionnaliser l'impunité. Pour que le Burundi ne replonge dans un cercle vicieux de guerre civile emportant surtout des civils, il est grand temps que toute la communauté tant nationale qu'internationale se lève comme un seul homme pour réagir afin de parer tout dérapage éventuel.

Sur ce, l'ADC-Ikibiri préconise des voies de sortie de cette situation implosive au Burundi ponctuée par l'insécurité grandissante et la corruption généralisée.

1. Assainir le climat politique en privilégiant le dialogue avec tous les acteurs

sociopolitiques reste la seule issue pour prévenir les crises et rassurer les leaders de l'opposition qui ont fui leur pays pour qu'ils regagnent leur terre natale.

2. La sortie de la crise passe par la voie des négociations directes entre le pouvoir et son opposition. Mais bien avant ces pourparlers, le pouvoir doit créer un climat d'apaisement par la libération immédiate de tous les prisonniers d'opinion, l'arrêt des persécutions et tracasseries de l'opposition, des médias et de la société civile.

3. Entre autres, aujourd'hui, il existe une grave crise de crédibilité qui touche les institutions politiques comme la Présidence de la République, le Législatif, l'Exécutif et le Judiciaire, mais également celles qui ont les charges de conseil et d'intermédiation.

4. Dans cette recherche de voies de sortie, l'ADC-Ikibiri tend aussi la main à la Communauté internationale pour y jouer un rôle pertinent. En particulier, l'ADC-Ikibiri demande à l'Union Européenne et plus spécialement à la Belgique de faire pression au pouvoir Burundais pour qu'il accepte les négociations avec l'opposition regroupée dans l'Alliance ADC-Ikibiri, seule issue pacifique pour le retour à la paix et la sécurité au Burundi.

Sur ce, l'ADC-Ikibiri demande instamment ce qui suit :

- 1) Amener le pouvoir en place au Burundi à arrêter les mesures oppressives prises à l'endroit des Leaders de l'opposition, de leurs partis politiques et leurs militants, de la société civile et des médias ; à libérer tous les prisonniers politiques , cesser les actions impopulaires de tout bord et faire pression sur ce pouvoir pour ne pas mettre en pratique la nouvelle loi sur les partis . Cette loi est sciemment taillée sur mesure pour exclure ou empêcher les partis de l'opposition de fonctionner.
- 2) Convaincre le pouvoir en place et principalement le Chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza à s'inscrire dans une logique de processus de paix, de dialogue et de collaboration avec l'opposition, de bonne gouvernance démocratique, et non dans une logique de destruction, d'exclusion, de domination et d'oppression contre l'opposition.
- 3) Appuyer dans la mise en place d'un cadre de dialogue qui peut réellement faciliter le contact entre l'ADC-Ikibiri et le pouvoir en place nécessaire dans de telles conditions ; et sur ce, persuader le Président Pierre Nkurunziza à initier rapidement un dialogue franc avec l'ADC-IKIBIRI en y incluant tous autres partenaires sociopolitiques internes et étrangers pour résoudre tous les problèmes qui hantent le pays.
- 4) Etre témoin et limiter les aides matérielles et financières qu'à des fins humanitaires et faire une pression sur le Président Nkurunziza dans l'aboutissement de ce dialogue dans l'ultime but de créer l'espace de libre action politique, le retour des leaders de l'opposition exilés, le renouement de la confiance et la mise en place des institutions véritablement démocratiques.
- 5) Ne pas délivrer des visas et geler des comptes dans l'espace Européen des membres du pouvoir impliqués de près ou de loin dans ces crimes.

Privilégiant son principe sacro-saint de la voie pacifique par voie de dialogue inclusif, l'ADC-Ikibiri affirme à la Communauté nationale et internationale que s'il y a des dérapages dus à l'exaspération profonde de la population, le pouvoir Nkurunziza et son gouvernement seront tenus responsables.

Pour l'ADC-Ikibiri à l'Etranger

Aimé Magera, Coordinateur

Bruxelles, le 03/06/2011

